

RAPPORT DE GESTION

Le 10 mai 2016

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales pour les trimestres clos les 31 mars 2016 et 2015. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et aux notes complémentaires pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014 ainsi qu'à nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2016 et 2015. Les rapports trimestriels, le rapport annuel, les renseignements supplémentaires et la notice annuelle figurent sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et à la section « Investisseurs – Rapports et dépôts » du site Web de la Société, à l'adresse <http://entreprise.pi.ca/fr>.

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et dont nous classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation du rendement.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Pages Jaunes » et « PJ » désignent Pages Jaunes Limitée et ses filiales [notamment Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 411 Local Search Corp. (411.ca), Pages Jaunes Habitations Limitée (Pages Jaunes Immobilier), YPG (USA) Holdings, Inc., Yellow Pages Digital & Media Solutions LLC (ces deux dernières étant collectivement appelées YP (États-Unis)), Bookenda Limitée (Bookenda), Solutions YP Dine Limitée (PJ Resto), 9059-2114 Québec Inc. et DuProprio Inc. (ces deux dernières étant collectivement appelées DuProprio/ComFree) et Publicité Juice DMS Limitée et Juice Mobile USA LLC (ces deux dernières étant collectivement appelées JUICE)].

INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des activités de PJ. Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles au sujet de nos activités, sur les marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses qui peuvent se révéler inexactes. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons eu recours aux hypothèses suivantes :

- La conjoncture économique au Canada ne se détériorera pas de façon significative au-delà des niveaux actuellement prévus;
- Les investissements dans la marque permettront de transformer les perceptions et renforceront la notoriété de nos plateformes de médias numériques et de nos solutions de marketing;
- Nous serons en mesure d'acquérir de nouveaux clients au rythme actuellement prévu, lequel générera les produits moyens par client actuellement prévus;
- Le taux de fidélisation des clients ne sera pas significativement en deçà du niveau actuellement prévu;
- Le taux de recul des produits tirés des médias imprimés demeurera stable;
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir de nouveaux produits et services qui offriront aux clients le rendement sur le capital investi prévu;
- Les produits et la rentabilité de nos filiales ne seront pas significativement en deçà des niveaux actuellement prévus;
- Les investissements effectués dans le nouveau contenu et l'expérience numérique au sein de nos médias détenus et exploités préserveront le bassin d'utilisateurs des médias numériques;
- La combinaison des produits entre nos services et solutions numériques de revente détenus et exploités ne sera pas très différente de ce qui est actuellement prévu;
- L'exposition au risque de change découlant des transactions libellées en devises demeurera négligeable;
- Nous serons en mesure de réaliser des gains au chapitre de l'efficacité;
- Nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés.

L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse qu'aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétisera.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et le rendement d'exploitation à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. La Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties des résultats ou du rendement futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou ce rendement seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer significativement les résultats ou le rendement réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière, y compris, sans s'y limiter, les facteurs de risque suivants mentionnés à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion, ainsi que ceux décrits à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle :

- Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société;
- Une récession qui persiste dans les principaux marchés de la Société;
- Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs;
- L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits;
- L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits numériques et nouveaux médias;
- Le ralentissement du secteur immobilier, ou des changements au sein de celui-ci;
- Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques à marge moins élevée, comme les services et la revente;
- Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités;
- L'incapacité de la Société de réaliser des économies de coûts;
- L'incapacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements;
- Le montant de la dette de la Société et le respect des clauses restrictives applicables en vertu de ses instruments d'emprunt pourraient nuire à ses efforts en vue de refinancer sa dette;
- L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite;
- L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties;
- L'incapacité de la Société de protéger correctement et de maintenir ses marques de produits et ses marques de commerce et la contrefaçon de ces dernières par des tiers;
- Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail;
- L'incapacité de la Société à attirer et à conserver du personnel clé;
- La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal;
- La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par des portails Internet, des moteurs de recherche et des sites Web individuels;
- La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communications de la Société;
- La Société pourrait devoir comptabiliser des charges pour dépréciation supplémentaires.

DÉFINITIONS NÉCESSAIRES À LA COMPRÉHENSION DE NOS RÉSULTATS

Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA ajusté)

Nous faisons état de notre bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (le « BAIIA ajusté »). Le BAIIA ajusté n'est pas une mesure du rendement définie par les IFRS et il n'est pas considéré comme un substitut du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net pour mesurer le rendement de Pages Jaunes. La définition du BAIIA ajusté n'est pas normalisée; il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Le BAIIA ajusté ne devrait pas être utilisé comme mesure exclusive des flux de trésorerie, car il ne tient pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt sur le résultat, des paiements d'intérêts, de la capitalisation des régimes, des dépenses d'investissement, des acquisitions d'entreprises, des réductions du capital de la dette ainsi que d'autres rentrées et sorties de fonds, qui sont présentées à la page 16 de ce rapport de gestion.

Nous définissons le BAIIA ajusté comme les produits moins les coûts d'exploitation, tel qu'il est présenté dans les comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat de Pages Jaunes Limitée. Nous utilisons le BAIIA ajusté pour évaluer le rendement de nos activités, car il reflète la rentabilité continue. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté pour évaluer la capacité d'une société d'assurer le service de sa dette et de satisfaire à d'autres obligations de paiement ou comme mesure courante pour évaluer les sociétés exerçant leurs activités dans le secteur des médias et des solutions de marketing, ainsi que pour évaluer le rendement d'une entreprise. Le BAIIA ajusté est également une composante dans la détermination de la rémunération incitative à court terme de tous les employés-cadres.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non définie par les IFRS largement utilisée à titre d'indicateur de la performance financière. Ils ne doivent pas être considérés comme substitut des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Les flux de trésorerie disponibles se définissent comme les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, tels qu'ils sont présentés en vertu des IFRS, déduction faite d'un ajustement pour tenir compte des dépenses d'investissement. Les flux de trésorerie disponibles ne sont pas une mesure normalisée et ne peuvent être comparés avec ceux d'autres sociétés cotées en Bourse. Nous considérons les flux de trésorerie disponibles comme un indicateur important de la performance de nos activités puisqu'ils présentent le montant en trésorerie disponible pour rembourser la dette et prendre des décisions d'investissement avisées. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents, de même que la performance d'une société. La mesure financière définie par les IFRS qui s'y apparente le plus est celle des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Se reporter à la section 4, « Flux de trésorerie disponibles », pour un rapprochement des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles.

Dette nette

La dette nette est une mesure financière non définie par les IFRS et elle n'a pas de signification normalisée selon les IFRS. Il est donc peu probable qu'elle soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Nous définissons la dette nette comme la tranche à court terme de la dette à long terme, plus la dette à long terme et les débiteures échangeables, moins la trésorerie, telles qu'elles sont présentées dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière de Pages Jaunes Limitée. Nous considérons la dette nette comme un indicateur important de notre levier financier, car elle représente le montant de la dette qui n'est pas couvert par la trésorerie disponible. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent la dette nette pour établir le levier financier d'une société. Il n'existe aucune mesure financière selon les IFRS directement comparable à la dette nette; elle est calculée selon certaines catégories d'actif et de passif des états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière. Se reporter à la section 3, « Situation de trésorerie et sources de financement », pour un rapprochement de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie, et de la dette nette.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités et stratégie et capacité à produire des résultats
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Flux de trésorerie disponibles
5. Hypothèses critiques
6. Risques et incertitudes
7. Contrôles et procédures

1. ACTIVITÉS ET STRATÉGIE ET CAPACITÉ À PRODUIRE DES RÉSULTATS

NOS ACTIVITÉS

Pages Jaunes est l'une des principales entreprises de médias numériques et de solutions marketing au Canada qui offre aux consommateurs et aux marchands des outils conçus pour les aider à interagir et à faire des affaires dans l'économie numérique actuelle.

Produits offerts aux marchands

Grâce à son important effectif de vente comptant environ 1 000 représentants, la Société offre des services de marketing spécialisés à environ 244 000 petites et moyennes entreprises (« PME ») partout au Canada et fournit un accès intégral à l'une des gammes de solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels les plus complètes au pays. Ces solutions comprennent notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias détenus et exploités par Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique ainsi que de la production vidéo et de la publicité imprimée. L'imposant effectif de la Société, qui se consacre principalement à la vente directe, est divisé en différents canaux chacun engagé à offrir aux PME un niveau de service spécialisé en fonction de la taille et des dépenses de l'entreprise.

La portée des services de marketing numérique et de médias de performance de Pages Jaunes s'étend au-delà des PME car ils répondent également aux besoins des annonceurs nationaux. En mars 2016, Pages Jaunes a fait l'acquisition de l'actif net de JUICE, une entreprise de technologies publicitaires mobiles de premier plan, dont les plateformes programmatiques exclusives facilitent l'achat et la vente automatiques de publicité mobile entre les marques et les éditeurs. L'acquisition de JUICE positionne Pages Jaunes en tant que chef de file dans le domaine de la publicité nationale, en lui permettant de rejoindre davantage de marques et d'éditeurs et en fournissant à la Société les technologies requises pour réaliser des campagnes de publicité mobile pour les clients tant nationaux que locaux. Cette acquisition, conjuguée aux canaux de vente nationaux de Pages Jaunes, permet désormais à la Société d'offrir des solutions de marketing numérique novatrices à un vaste groupe de marques et d'agences nationales et d'aider ces dernières à rejoindre des utilisateurs de médias fixes et mobiles ciblés grâce à des technologies programmatiques et à des bases de données sur les consommateurs parmi les plus avancées et les plus importantes au pays et à un réseau d'éditeurs qui génère plus de 15 milliards d'impressions chaque année.

Les médias et les solutions de marketing de Pages Jaunes deviennent de plus en plus verticaux afin de mieux servir les marchands et les consommateurs dans des secteurs clés, comme l'immobilier. Acquis en juillet 2015, le réseau DuProprio/ComFree (« DPCF ») fait de Pages Jaunes un chef de file du marché immobilier numérique interconsommateurs canadien, qui permet aux propriétaires de maison, en leur offrant des médias et de l'expertise fiables, de vendre leur maison d'une façon peu coûteuse et qui a fait ses preuves. Environ 20 % de toutes les transactions immobilières au Québec sont effectuées par le biais de DPCF et la plateforme gagne maintenant de la popularité également en Ontario. La gamme de solutions immobilières de la Société est aussi soutenue par Pages Jaunes Immobilier, une agence de marketing pour les chefs de file du secteur de la construction neuve, les propriétaires et les sociétés de gestion immobilière au Canada. Pages Jaunes Immobilier offre à ces professionnels de l'immobilier un accès à une gamme de médias numériques, pour les aider à entrer en contact avec des acheteurs, des vendeurs et des locataires potentiels à travers le pays.

Pages Jaunes accroît sa présence au sein du marché vertical de la restauration depuis l'acquisition de Bookenda et de dine.TO en décembre 2014 afin d'améliorer sa proposition de valeur aux restaurateurs et aux clients à l'échelle du pays. Bookenda est l'une des principales plateformes de gestion des réservations en ligne au Canada, répondant aux besoins de nombreux restaurants et de plus de 500 000 clients par semaine. De plus, bénéficiant de la liste d'inscriptions de restaurants de dine.TO, l'application mobile PJ Resto a été lancée à l'échelle nationale en juin 2015 afin d'aider les Canadiens à chercher et à découvrir des restaurants locaux, tout en leur permettant de faire des réservations et de commander des repas directement à partir de leur téléphone mobile.

Produits offerts aux consommateurs

Pages Jaunes a accès à l'une des bases de données les plus importantes et complètes sur les marchands locaux au Canada. Ce contenu rejoint les consommateurs par l'intermédiaire des médias fixes, mobiles et imprimés détenus et exploités par la Société qui continuent de servir de plateformes publicitaires efficaces pour les PME et les détaillants nationaux. Pour aider les Canadiens à découvrir tout ce que leurs quartiers ont à offrir, le réseau de médias de la Société devient de plus en plus spécialisé dans la recherche verticale à valeur élevée dans les domaines des services, de l'immobilier, de la restauration et du commerce de détail. Voici une description des médias numériques actuels de la Société :

- PJ^{MC} – disponible en ligne et comme application mobile à l'adresse PJ.ca, PJ permet aux utilisateurs de découvrir leur quartier au moyen de profils de marchands complets et de contenu éditorial pertinent;
- PJ Shopwise^{MC} – application mobile offrant des rabais et des circulaires géolocalisés ainsi qu'un accès à des catalogues de produits de détaillants locaux et nationaux à l'échelle du Canada;
- RedFlagDeals.com^{MC} – principal fournisseur canadien d'outils de magasinage, de promotions, de bons de réduction et de rabais mobiles et en ligne;

- DPCF – à l’heure actuelle le site immobilier dominant au Québec et l’un des cinq réseaux numériques immobiliers les plus visités au Canada, DPCF offre aux propriétaires un service éprouvé, professionnel et économique pour mettre en marché et vendre leurs propriétés;
- PJ Resto^{MC} – média numérique qui permet aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux et d’effectuer des réservations en fonction du moment de la journée, de l’ambiance recherchée, de l’objectif visé et de suggestions d’experts, en plus d’offrir des capacités de commande et de livraison en ligne;
- Bookenda.com – média numérique qui offre aux utilisateurs et aux marchands une plateforme transactionnelle en ligne de premier plan qui leur permet d’interagir et de gérer facilement les réservations;
- dine.TO – offre aux utilisateurs de la région du Grand Toronto une base de données exhaustive d’inscriptions de restaurants locaux, de critiques, de rabais, de listes de lecture et d’événements;
- Pages Jaunes Immobilier – offre aux Canadiens des renseignements utiles pour les aider à prendre les bonnes décisions en matière d’achat, de vente ou de location de propriétés. Les médias numériques exploités sous la bannière Pages Jaunes Immobilier comprennent PJ Immobilier À Louer et PJ Immobilier Construction Neuve;
- Canada411 (C411) – l’une des destinations en ligne et sur mobile les plus fiables et fréquentées au Canada pour obtenir les coordonnées de personnes et d’entreprises locales;
- 411.ca – service d’annuaire numérique pour aider les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales et à entrer en contact avec elles.

STRATÉGIE ET CAPACITÉ À PRODUIRE DES RÉSULTATS

Lancé au début de 2014, le plan de retour à la croissance (le plan) vise à atteindre trois objectifs principaux qui permettront à Pages Jaunes de se positionner en tant que chef de file en matière de médias numériques au Canada : 1) améliorer sa proposition de valeur aux marchands locaux et nationaux en termes de marketing numérique efficace, 2) augmenter l’adoption et l’utilisation de son réseau de médias numériques et 3) renforcer la perception de la marque numérique de la Société parmi les Canadiens. Conformément au plan, la Société prévoit renouer avec la croissance du nombre de clients d’ici 2017, et ultimement, des produits et de la rentabilité (BAIIA ajusté) d’ici 2018. En plus de contribuer à la réalisation d’efficacités opérationnelles continues, il est prévu que le plan générera des liquidités suffisantes pour réduire entièrement le niveau d’endettement d’ici 2018.

Les principaux faits saillants trimestriels relativement à la mise en œuvre du plan de retour à la croissance de Pages Jaunes comprennent les éléments suivants :

- Produits tirés des médias et solutions numériques : les produits consolidés tirés des médias et solutions numériques ont augmenté de 16,6 % d’un exercice à l’autre pour se chiffrer à 131,6 M\$ au premier trimestre clos le 31 mars 2016, ce qui représente 64,6 % des produits consolidés;
- BAIIA ajusté : le BAIIA ajusté totalisait 61,9 M\$ ou 30,4 % des produits pour le premier trimestre clos le 31 mars 2016, comparativement à 70,8 M\$ ou 34,4 % des produits pour la période correspondante de l’exercice précédent;
- Nombre de clients : le nombre de clients de la Société a atteint 244 000 clients au 31 mars 2016, comparativement à 251 000 clients au 31 mars 2015, ce qui représente une baisse nette de 7 000 clients d’un exercice à l’autre, soit une amélioration importante par rapport à la baisse nette de 19 000 clients au cours de la période correspondante de l’exercice précédent. L’amélioration du nombre de clients de Pages Jaunes est soutenue par l’accélération de l’acquisition de clients et les taux de fidélisation stables. Pour la période de douze mois close le 31 mars 2016, la Société a acquis 34 600 nouveaux clients, soit une hausse par rapport à 23 700 clients à la période correspondante de l’exercice précédent. Le taux de fidélisation des clients a atteint 84 % pour la période de douze mois close le 31 mars 2016, un résultat relativement stable par rapport à 85 % pour la période correspondante de l’exercice précédent;
- Visites sur les médias numériques : le total des visites sur les médias numériques a atteint 100,2 millions pour le trimestre clos le 31 mars 2016, comparativement à 105,3 millions pour la période correspondante de l’exercice précédent. Le total des visites sur les médias numériques mesure le nombre de visites sur les médias en ligne et mobiles PJ, PJ Shopwise, PJ Resto, RedFlagDeals, C411, Bookenda et dine.TO, et sur les médias des partenaires de syndication des applications de la Société;
- Remboursement de la dette : La Société prévoit effectuer un paiement total de 36 M\$ pour le rachat obligatoire du capital de ses billets garantis de premier rang à 9,25 % le 31 mai 2016, et le total des paiements de rachat obligatoire du capital pour 2016 devrait s’élever à environ 100 M\$.

Rehausser la proposition de valeur aux clients

Le nombre de clients de la Société a atteint 244 000 clients au 31 mars 2016, comparativement à 251 000 clients au 31 mars 2015, ce qui représente un recul net de 7 000 clients d'un exercice à l'autre, soit une amélioration significative par rapport à la baisse nette de 19 000 clients au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Pages Jaunes compte toujours renouer avec la croissance du nombre de clients d'ici 2017, un objectif qui est soutenu par l'accélération de l'acquisition de clients et le maintien des taux de renouvellement des clients. Pour la période de douze mois close le 31 mars 2016, Pages Jaunes a acquis 34 600 nouveaux clients, ce qui représente un résultat supérieur au résultat de 23 700 nouveaux clients pour la période correspondante de l'exercice précédent. La Société a fait des progrès importants dans le développement d'une culture des ventes axée sur l'acquisition de nouveaux clients et a parallèlement déployé des technologies qui ont accru la productivité et la performance des canaux de vente de Pages Jaunes. Grâce à une meilleure prospection, à des campagnes de marketing interentreprises mieux ciblées et aux relations exclusives entretenues avec ses partenaires Telco canadiens, la Société a maintenant accès à l'une des plus importantes bases de données sur les marchands au Canada. Plus particulièrement, de nouvelles technologies sont actuellement mises en œuvre afin d'optimiser les taux de conversion des occasions d'affaires et la monétisation. Un compositeur automatique a été installé dans les centres d'appel de Pages Jaunes afin d'automatiser la qualification et l'affectation des occasions d'affaires entrantes. De plus, les équipes de vente de Pages Jaunes ont maintenant accès à des programmes et à des applications de pointe axés sur les clients, qui améliorent leur façon de vendre et de conseiller. Ces outils, auxquels tous nos conseillers médias peuvent accéder à partir de leurs tablettes, tentent de fournir des informations propres à la concurrence et des techniques de vente fondées sur des données pour renseigner les clients éventuels et actuels à propos de la qualité de leur visibilité en matière de marketing numérique et concevoir des campagnes de marketing numérique mieux adaptées à leurs besoins.

Le taux de renouvellement des clients est demeuré relativement stable, à 84 % pour la période de douze mois close le 31 mars 2016, comparativement à un taux de renouvellement de 85 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La Société continue d'offrir une expérience de ventes, de service à la clientèle et de traitement des commandes améliorée à ses clients. En mettant en place de nouvelles plateformes et de nouveaux processus, Pages Jaunes poursuit ses efforts en vue d'accroître l'efficacité et la productivité de ses activités d'exécution des commandes de produits directement avec les clients et de produits numériques tout en fournissant aux équipes les outils dont elles ont besoin pour mieux réaliser les campagnes de marketing numérique.

ACQUISITION DE CLIENTS ET RENOUVELLEMENT DES CONTRATS¹

Pour les périodes de douze mois closes les 31 mars	2016	2015
Nombre de clients	244 000	251 000
Nouveaux clients	34 600	23 700
Taux de renouvellement des clients	84 %	85 %

¹ Clients des principales activités de PJ seulement, en excluant l'apport des clients de Mediative, de JUICE, de 411.ca, de Pages Jaunes Immobilier et de DPCF.

Le 17 mars 2016, Pages Jaunes a fait l'acquisition de JUICE, une entreprise de technologies publicitaires mobiles de premier plan, dont la plateforme programmatique directe et la plateforme d'enchères en temps réel exclusives facilitent l'achat et la vente automatiques de publicité mobile entre les marques et les éditeurs. La contrepartie totale pour l'acquisition de JUICE s'est élevée à 35,3 M\$, laquelle a été financée en totalité par les fonds en caisse.

La plateforme programmatique directe de JUICE, Nectar®, est le plus vaste marché à terme mobile du Canada. Elle aide les annonceurs à acheter des impressions garanties et sûres pour la marque auprès d'un large réseau d'éditeurs mobiles de premier plan. Par l'entremise de sa plateforme d'enchères en temps réel Swarm®, JUICE facilite l'achat de publicité mobile en temps réel. Depuis sa création en 2010, JUICE a su tirer parti de ses plateformes de publicité mobile pour tisser de précieuses relations avec de nombreux clients qui figurent au palmarès Fortune 500 de partout en Amérique du Nord, tout en exploitant un réseau d'éditeurs de médias mobiles générant plus de 11 milliards d'impressions annuellement.

Le chiffre d'affaires de JUICE s'est chiffré à environ 25 M\$ en 2015, par suite d'une croissance interne à un TCAC de 110 % pour les trois dernières années. Parallèlement à la croissance de sa présence sur le marché canadien, JUICE développe également le marché américain, qui représente actuellement environ 15 % de ses produits consolidés. Preuve supplémentaire de son caractère innovateur et dynamique, JUICE s'est classée 15^e parmi les sociétés canadiennes à la plus forte croissance au palmarès Technologie Fast 50^{MC} 2015.

À la suite de l'acquisition de JUICE, la Société prévoit que, pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la croissance pro forma d'un exercice à l'autre des produits tirés des médias et solutions numériques se situera entre 9 % et 11 %. Bien que l'acquisition de JUICE s'ajoute au BAIIA ajusté, la Société revoit ses prévisions concernant sa marge sur BAIIA ajusté pour 2016 qui se situera à environ 28 %, puisque JUICE exerce ses activités à une marge sur BAIIA ajusté inférieure à celle de Pages Jaunes Limitée avant l'acquisition.

Mettre en valeur les actifs liés aux médias

Le total des visites sur nos médias numériques a atteint 100,2 millions pour le trimestre clos le 31 mars 2016, comparativement à 105,3 millions au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat au premier trimestre de 2016 demeure affecté par une modification apportée à la fin de 2015 à la présentation des pages de résultats de recherche du Web mobile de Google, qui a poussé les résultats naturels de tous les éditeurs de contenu Web mobile plus bas dans les pages de recherche de Google. Le classement en tête de Pages Jaunes parmi les résultats naturels du Web mobile de Google est toutefois demeuré relativement inchangé, malgré la modification de la présentation, ce qui reflète la pertinence et la qualité élevées des inscriptions de la Société.

Des fonctionnalités améliorées pour l'utilisateur sont continuellement intégrées aux médias numériques verticaux de la Société. En offrant aux Canadiens des technologies qui les aident à faire des choix plus éclairés, à interagir avec les marchands et qui facilitent les transactions, la Société vise à générer des bassins de consommateurs plus intéressés, à accroître l'utilisation directe et à fournir un meilleur rendement sur le capital investi pour les marchands qui annoncent sur les médias numériques de Pages Jaunes. L'application mobile PJ Resto a continué d'être améliorée de diverses façons au cours du trimestre, et elle offre maintenant un contenu amélioré, un plus grand répertoire d'inscriptions de restaurants et des fonctionnalités de recherche et de réservation plus faciles à utiliser. Le site Web PJ Resto (<http://www.pagesjaunes.ca/resto>) a aussi été amélioré et permet maintenant aux utilisateurs d'optimiser davantage leur expérience de recherche en filtrant les restaurants et en y effectuant des réservations en fonction des disponibilités.

Promouvoir les possibilités de la marque

La Société continue d'investir pour améliorer la pertinence de la marque numérique et la perception des médias et des solutions de marketing de Pages Jaunes partout au Canada. Tout au long de 2016 se tiendront diverses formes de campagnes multimédias visant à transformer la perception de Pages Jaunes chez les marchands et les consommateurs, à augmenter l'adoption des médias numériques de la Société et à encourager les clients actuels et éventuels à accroître leurs investissements dans les solutions de marketing de la Société. Comme les consommateurs de produits numériques de Pages Jaunes bénéficient maintenant d'une offre plus verticale, une campagne de marketing multimédia a été lancée pour aider à faire croître l'adoption des services immobiliers de DPCF chez les vendeurs de maisons au Québec. La campagne comprenait des annonces à la télévision et à la radio, des panneaux publicitaires à l'extérieur et des publicités numériques, dont l'objectif était d'aider les vendeurs de maisons à mieux comprendre la qualité et la fiabilité de l'offre de DPCF.

2. RÉSULTATS

Cette section présente un aperçu de notre performance financière pour le premier trimestre de 2016 par rapport à la période correspondante de 2015. Nous présentons plusieurs mesures afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance. Certaines de ces mesures ne sont pas définies par les IFRS. Ces mesures financières sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion et constituent des éléments importants à considérer lors de l'analyse de notre performance.

PERFORMANCE GLOBALE

- Les produits se sont établis à 203,6 M\$ pour le premier trimestre de 2016, ce qui représente une diminution de 2,3 M\$, ou 1,1 %, par rapport à la période correspondante de 2015.
- Les produits tirés des médias et solutions numériques ont augmenté de 16,6 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 131,6 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2016. Au premier trimestre de 2016, les produits tirés des médias et solutions numériques représentaient 64,6 % des produits consolidés, ce qui représente une augmentation par rapport à 54,8 % pour la période correspondante de 2015.
- Pour le premier trimestre de 2016, le bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA ajusté) a diminué de 8,9 M\$, ou 12,6 %, par rapport à la période correspondante en 2015, pour s'établir à 61,9 M\$.

FAITS SAILLANTS

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION ET LES POURCENTAGES)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2016	2015
Produits	203 627 \$	205 902 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA ajusté)	61 893 \$	70 786 \$
Marge sur BAIIA ajusté	30,4 %	34,4 %
Bénéfice net	13 151 \$	25 524 \$
Bénéfice de base par action	0,49 \$	0,95 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	24 248 \$	62 834 \$
Flux de trésorerie disponibles	8 823 \$	44 892 \$

PRODUITS

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

↓ (1,1 %)

T1 2016		203,6 \$
T1 2015		205,9 \$

BAIIA AJUSTÉ

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

↓ (12,6 %)

T1 2016		61,9 \$
T1 2015		70,8 \$

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS CONSOLIDÉS

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2016	2015
Produits	203 627 \$	205 902 \$
Coûts d'exploitation	141 734	135 116
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales	61 893	70 786
Amortissements	24 859	18 672
Frais de restructuration et charges spéciales	4 258	2 002
Bénéfice d'exploitation	32 776	50 112
Charges financières, montant net	14 196	14 724
Bénéfice avant impôt sur le résultat	18 580	35 388
Charge d'impôt sur le résultat	5 429	9 864
Bénéfice net	13 151 \$	25 524 \$
Bénéfice de base par action	0,49 \$	0,95 \$
Bénéfice dilué par action	0,45 \$	0,81 \$
Au 31 mars	2016	2015
Total de l'actif	1 710 369 \$	1 751 857 \$
Dettes à long terme (y compris la tranche à court terme, en excluant les débetures échangeables)	407 273 \$	507 810 \$
Débetures échangeables	90 887 \$	89 325 \$

ANALYSE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS CONSOLIDÉS**Produits**

Les produits ont diminué de 1,1 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 203,6 M\$ au premier trimestre de 2016, comparativement à 205,9 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits continuent de subir l'incidence négative de la réduction du nombre de clients au sein des principales activités de Pages Jaunes en plus de la diminution des dépenses liées aux médias imprimés parmi les clients qui renouvellent leur contrat.

Les produits tirés des médias et solutions numériques ont augmenté de 16,6 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 131,6 M\$ au premier trimestre de 2016, ou 64,6 % des produits, contre 112,9 M\$, ou 54,8 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance des produits tirés des médias et solutions numériques a été attribuable à l'acquisition de DPCF et de JUICE le 1^{er} juillet 2015 et le 17 mars 2016, respectivement, ainsi qu'à l'accélération de l'acquisition de clients et à la croissance des dépenses parmi les clients des médias numériques de la Société qui renouvellent leur contrat. Sur une base pro forma, qui permet d'ajuster les produits tirés des médias et solutions numériques 1) du premier trimestre de 2015 pour tenir compte de l'inclusion complète de DPCF et de JUICE et 2) du premier trimestre de 2016 pour tenir compte de l'inclusion complète de JUICE, les produits tirés des médias et solutions numériques ont augmenté de 8 % d'un exercice à l'autre.

Parallèlement au retour à la croissance du nombre de clients (se reporter à la section « Activités et stratégie et capacité à produire des résultats – Rehausser la proposition de valeur aux clients »), la Société demeure engagée à vendre de nouveaux produits à ses clients des médias numériques par l'entremise de programmes de marketing numérique générant un rendement sur le capital investi. Pour la période de douze mois close le 31 mars 2016, 42 % des clients qui renouvellent leur contrat ont augmenté le niveau de leurs dépenses annuelles d'un exercice à l'autre, comparativement à 35 % des clients au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour aider Pages Jaunes à générer une croissance à long terme durable des produits tirés des médias et solutions numériques, la vente de nouveaux produits aux clients des médias numériques demeure essentielle, puisque les produits moyens par client d'entrée de gamme sont peu élevés pour les nouveaux clients.

Stimulé par l'acquisition de clients et la croissance des dépenses des produits numériques parmi les clients qui renouvellent, le nombre de clients recourant exclusivement aux produits numériques a augmenté pour s'établir à 60 500, soit une proportion de 25 % des clients, au 31 mars 2016, comparativement à 40 800 clients recourant exclusivement aux produits numériques, soit une proportion de 16 % des clients, à la période correspondante de l'exercice précédent. L'adoption des solutions de positionnement prioritaire en ligne et mobiles de la Société, qui demeurent les solutions numériques les plus rentables de Pages Jaunes, a continué de croître parmi les clients de la Société, avec des taux de pénétration qui atteignaient 61 % et 27 %, respectivement, au 31 mars 2016, ce qui se compare favorablement aux taux de pénétration de 58 % et de 25 %, respectivement, de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits tirés des médias imprimés ont diminué de 22,6 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 72 M\$ au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2016, compte tenu de l'incidence défavorable d'un recul du nombre de clients des médias imprimés et de la migration des dépenses de marketing imprimé vers le marketing numérique. Nous prévoyons toujours que le taux de recul des produits tirés des médias imprimés demeurera relativement stable, en partie grâce aux initiatives visant à préserver l'utilisation des annuaires imprimés et à favoriser le renouvellement des dépenses pour la publicité imprimée parmi les clients.

PÉNÉTRATION DE LA CLIENTÈLE¹

Aux 31 mars	2016	2015
Médias imprimés	75 %	84 %
Médias numériques détenus et exploités²	67 %	64 %
Positionnement prioritaire en ligne	61 %	58 %
Positionnement prioritaire mobile	27 %	25 %
Services numériques³	10 %	10 %

VARIATION DES DÉPENSES¹

Pour les périodes de douze mois closes les 31 mars	2016	2015
Chez les clients qui ont renouvelé leur contrat⁴		
Augmentation des dépenses⁴		
Distribution des clients	42 %	35 %
% des produits	32 %	30 %
Dépenses stables⁵		
Distribution des clients	40 %	47 %
% des produits	27 %	30 %
Diminution des dépenses⁶		
Distribution des clients	18 %	18 %
% des produits	41 %	40 %
Produits moyens par client	2 876 \$	3 038 \$

INDICATEURS D'EXPLOITATION

Aux 31 mars	2016	2015
Clients recourant exclusivement aux produits numériques ¹	60 500	40 800
Produits tirés des médias et solutions numériques (en milliers de dollars canadiens) ⁷	131 599 \$	112 875 \$
Produits tirés des médias et solutions numériques en pourcentage du total des produits ⁷	64,6 %	54,8 %

¹ Clients des principales activités de PJ seulement, en excluant l'apport des clients de Mediative, de JUICE, de 411.ca, de Pages Jaunes Immobilier et de DPCF.

² Pourcentage des clients de PJ qui achètent au moins un produit de positionnement prioritaire en ligne, de positionnement prioritaire mobile, de NetSync, lié au contenu, lié à la vidéo ou traditionnel.

³ Pourcentage des clients de PJ qui achètent au moins un produit de PrésencePro étendue, de gestion de site Web, d'optimisation pour moteur de recherche (OMR), de marketing par moteur de recherche (MMR), de solution Facebook ou d'affichage numérique ciblé.

⁴ Clients de PJ qui ont renouvelé leur contrat et qui ont enregistré une augmentation des dépenses de plus de 5 % d'un exercice à l'autre.

⁵ Clients de PJ qui ont renouvelé leur contrat et qui ont enregistré une augmentation des dépenses allant de 0 % à 5 % d'un exercice à l'autre.

⁶ Clients de PJ qui ont renouvelé leur contrat et qui ont enregistré une diminution des dépenses d'un exercice à l'autre.

⁷ Pour les trimestres clos les 31 mars.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté a diminué de 8,9 M\$ pour s'établir à 61,9 M\$ au premier trimestre de 2016, comparativement à une diminution de 23,8 M\$, pour s'établir à 70,8 M\$ à la période correspondante de 2015, ce qui représente une baisse de 12,6 % d'un exercice à l'autre au cours du premier trimestre de 2016, comparativement à une baisse de 25,2 % d'un exercice à l'autre au premier trimestre de 2015. Notre marge sur BAIIA ajusté pour le premier trimestre de 2016 s'est établie à 30,4 %, comparativement à 34,4 % pour le premier trimestre de 2015. La diminution du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 31 mars 2016 est imputable principalement à la baisse des produits tirés des médias imprimés et à une modification de la composition des produits, facteurs partiellement contrebalancés par des initiatives d'économie de coûts.

Le coût des produits vendus a augmenté de 2,9 M\$ pour s'établir à 78,6 M\$ au premier trimestre de 2016, comparativement à 75,7 M\$ à la période correspondante de 2015. L'augmentation au cours du trimestre découle principalement de l'acquisition de DPCF et de JUICE le 1^{er} juillet 2015 et le 17 mars 2016, respectivement, ainsi que d'une modification de la composition des produits, facteurs contrebalancés en partie par les économies de coûts générées par les initiatives d'optimisation des médias imprimés.

Au premier trimestre de 2016, la marge brute a diminué pour s'établir à 61,4 %, comparativement à 63,2 % au premier trimestre de 2015. La diminution s'explique surtout par une modification de la composition des produits et par les acquisitions de DPCF et de JUICE, facteurs contrebalancés en partie par les efficacités opérationnelles.

Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 3,7 M\$ pour s'établir à 63,1 M\$ au cours du premier trimestre de 2016, comparativement à 59,4 M\$ pour la période correspondante de 2015. L'augmentation est principalement attribuable aux charges liées à DPCF, contrebalancées en partie par des économies de coûts découlant d'un réalignement de l'entreprise.

Amortissements

Les amortissements ont augmenté, passant de 18,7 M\$ au premier trimestre de 2015, à 24,9 M\$ au premier trimestre de 2016. L'augmentation s'explique par la hausse des dépenses d'investissement découlant du déploiement des systèmes et des plateformes à mesure que progresse la transformation numérique des activités de la Société.

Frais de restructuration et charges spéciales

Au cours du premier trimestre de 2016, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et des charges spéciales de 4,3 M\$ liés principalement à la réduction de la main-d'œuvre, aux réorganisations internes de même qu'aux coûts de transaction liés à l'acquisition de JUICE. Au cours du premier trimestre de 2015, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et des charges spéciales de 2 M\$ liés principalement aux réorganisations internes et à la réduction de la main-d'œuvre.

Charges financières

Les charges financières ont diminué de 0,5 M\$ pour s'établir à 14,2 M\$ au premier trimestre de 2016, comparativement à 14,7 M\$ à la période correspondante de 2015, ce qui s'explique par la baisse du niveau d'endettement, contrebalancée par les pertes de change. Aux 31 mars 2016 et 2015, le taux d'intérêt effectif moyen sur notre portefeuille de titres d'emprunt s'établissait à 9 %.

Charge d'impôt sur le résultat

Les taux d'imposition combinés fédéral-provincial prévus par la loi se sont établis à 26,7 % et à 26,6 % pour les trimestres clos les 31 mars 2016 et 2015, respectivement. La Société a comptabilisé une charge de 5,4 M\$ au premier trimestre clos le 31 mars 2016, comparativement à 9,9 M\$ pour la période correspondante de 2015. La Société a inscrit une charge d'impôt de 29,2 % et de 27,9 % sur le bénéfice pour les trimestres clos les 31 mars 2016 et 2015, respectivement.

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi au cours des premiers trimestres de 2016 et 2015 s'explique par le fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

Bénéfice net

Nous avons comptabilisé un bénéfice net de 13,2 M\$ au premier trimestre de 2016, comparativement à 25,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre est principalement attribuable à une baisse du BAIIA ajusté et à une hausse des amortissements, qui découlent principalement de la hausse des dépenses d'investissement liée à la transformation numérique de la Société.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS TRIMESTRIELS

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES POURCENTAGES ET LES MONTANTS PAR ACTION)

	2016	2015				2014		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Produits	203 627 \$	208 505 \$	210 593 \$	204 771 \$	205 902 \$	215 319 \$	218 427 \$	220 579 \$
Coûts d'exploitation	141 734	144 007	146 783	143 178	135 116	150 487	143 165	139 318
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA ajusté)	61 893	64 498	63 810	61 593	70 786	64 832	75 262	81 261
Marge sur BAIIA ajusté	30,4 %	30,9 %	30,3 %	30,1 %	34,4 %	30,1 %	34,5 %	36,8 %
Amortissements	24 859	20 792	21 161	20 212	18 672	22 003	19 723	18 146
Frais de restructuration et charges spéciales	4 258	17 168	9 113	2 551	2 002	5 714	2 746	6 784
Bénéfice d'exploitation	32 776	26 538	33 536	38 830	50 112	37 115	52 793	56 331
Bénéfice net	13 151	5 866	13 155	16 510	25 524	95 225	26 542	27 551
Bénéfice de base par action	0,49 \$	0,22 \$	0,49 \$	0,62 \$	0,95 \$	3,53 \$	0,98 \$	1,01 \$
Bénéfice dilué par action	0,45 \$	0,21 \$	0,44 \$	0,54 \$	0,81 \$	2,88 \$	0,84 \$	0,87 \$

Les produits ont diminué de trimestre en trimestre en raison essentiellement de la perte globale de clients et du recul des dépenses liées aux médias imprimés de nos clients qui renouvellent leur contrat. L'acquisition de DPCF, le 1^{er} juillet 2015, a eu une incidence favorable sur les produits du troisième et du quatrième trimestre de 2015, ainsi que sur ceux du premier trimestre de 2016. L'acquisition de JUICE, le 17 mars 2016, a aussi eu une incidence favorable sur les produits au premier trimestre de 2016.

Notre marge sur BAIIA ajusté a diminué en 2015 et au premier trimestre de 2016, par rapport à 2014, ce qui reflète la diminution des produits tirés des médias imprimés, la perte sur marge imputable à une modification de la composition des produits et les investissements liés au plan. Notre marge sur BAIIA ajusté a augmenté au premier trimestre de 2015, en raison principalement du moment où ont été effectués divers investissements liés à l'exécution de la transformation numérique de la Société et de l'incidence favorable des modifications à nos régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi. Les marges sur BAIIA ajusté sont demeurées relativement stables depuis le deuxième trimestre de 2015, la baisse des produits tirés de médias imprimés, les modifications de la composition des produits et l'acquisition de DPCF ayant été contrebalancées par les initiatives d'économie de coûts et la baisse des charges liées aux employés.

Les amortissements sont demeurés relativement stables tout au long de 2014 et de 2015. Les amortissements ont augmenté au premier trimestre de 2016 en raison du déploiement de plateformes et d'applications dans le cadre de la transformation numérique de la Société.

À mesure que la Société progresse dans le déploiement de son plan et de sa transformation, passant d'une entreprise axée sur les médias imprimés à une entreprise axée sur les médias numériques, elle a entamé des réductions de la main-d'œuvre et des initiatives de contrôle des coûts qui ont donné lieu à des frais de restructuration et des charges spéciales au cours des derniers trimestres.

Au quatrième trimestre de 2015, notre bénéfice net a subi l'incidence négative de la hausse des frais de restructuration découlant du réalignement de l'entreprise, alors qu'au quatrième trimestre de 2014, il avait profité de l'incidence favorable d'une économie d'impôt de 84,8 M\$ liée à l'annulation de certains passifs d'impôt à la suite du règlement d'avis de cotisation.

3. SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

SITUATION FINANCIÈRE

STRUCTURE DU CAPITAL

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES POURCENTAGES)

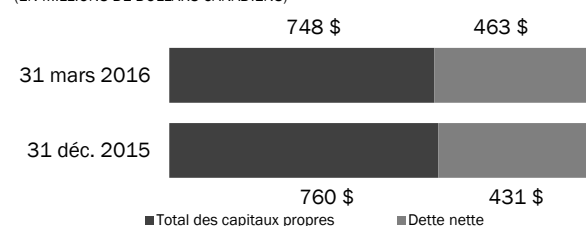
	Au 31 mars 2016	Au 31 décembre 2015
Trésorerie	35 054 \$	67 253 \$
Billets garantis de premier rang	406 733 \$	406 733 \$
Débiteures échangeables	90 887	90 478
Obligations en vertu de contrats de location-financement	540	620
Dette nette	463 106 \$	430 578 \$
Capitaux propres	747 757	759 524
Capitalisation totale	1 210 863 \$	1 190 102 \$
Ratio de la dette nette sur la capitalisation totale	38,2 %	36,2 %

RATIO DE LA DETTE NETTE SUR LE BAIIA AJUSTÉ DES DOUZE DERNIERS MOIS¹



STRUCTURE DU CAPITAL

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)



Au 31 mars 2016, la dette nette de Pages Jaunes totalisait 463,1 M\$, comparativement à 430,6 M\$ au 31 décembre 2015.

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois¹ s'établissait à 1,8 fois au 31 mars 2016, comparativement à 1,7 fois au 31 décembre 2015. L'augmentation découle de l'acquisition de JUICE qui a entraîné une sortie de trésorerie de 35,3 M\$ au cours du premier trimestre de 2016.

Emprunt garanti par des actifs

En août 2013, la Société a conclu, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, un emprunt garanti par des actifs de 50 M\$, d'une durée de cinq ans, arrivant à échéance en août 2018. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt garanti par des actifs est garanti par une charge de premier rang sur les créances de la Société. L'intérêt est calculé soit en fonction du taux des acceptations bancaires, soit en fonction du taux préférentiel canadien majoré d'une marge applicable. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 31 mars 2016, la Société avait des lettres de crédit de 4,2 M\$ émises et en cours en vertu de l'emprunt garanti par des actifs. Par conséquent, une tranche de 45,8 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 31 mars 2016.

Au 31 mars 2016, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

¹ Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (le BAIIA ajusté des douze derniers mois). Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non définie par les IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Se reporter à la page 3 pour obtenir une définition du BAIIA ajusté.

Billets garantis de premier rang

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 800 M\$ de billets garantis de premier rang à 9,25 % (les billets garantis de premier rang) échéant le 30 novembre 2018. Les intérêts sur les billets garantis de premier rang sont payables en espèces trimestriellement, à terme échu, en versements égaux, le dernier jour de février, de mai, d'août et de novembre de chaque année.

La Société a remboursé un total de 393,3 M\$ depuis le 20 décembre 2012, de ses billets garantis de premier rang, portant ainsi le solde de 800 M\$ à 406,7 M\$ au 31 mars 2016.

Au 31 mars 2016, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang.

Rachat obligatoire

Aux termes de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang, la Société doit utiliser un montant équivalant à 75 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés pour la dernière période de six mois close le 31 mars ou le 30 septembre, selon le cas, pour effectuer semestriellement un rachat le dernier jour de mai et de novembre de chaque année, à compter du 31 mai 2013, à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital auprès de leurs détenteurs, sur une base proportionnelle, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal, incluant la réserve disponible pour l'emprunt garanti par des actifs, de 75 M\$ immédiatement après le paiement de rachat obligatoire, sous réserve de certaines conditions. La condition du solde de trésorerie minimal de 75 M\$ prévoit une réduction dans certains cas décrits dans l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang. Les flux de trésorerie excédentaires, selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang, désignent le total des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ajusté pour tenir compte, entre autres, des paiements d'intérêts, de l'impôt et des régimes de rémunération des employés à long terme, de certains paiements de cotisations à des régimes de retraite ainsi que de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles. Aux fins de la détermination des flux de trésorerie excédentaires consolidés, les déductions pour dépenses d'investissement et pour charges liées aux systèmes d'information et de technologies de l'information sont toutes deux limitées à 50 M\$ par année. Dans d'autres circonstances, la Société pourrait également devoir effectuer des remboursements supplémentaires sur les billets garantis de premier rang (se reporter à l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang).

La Société prévoit faire un paiement de 36 M\$ le 31 mai 2016.

Rachat optionnel

La Société peut racheter la totalité ou une partie des billets garantis de premier rang à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 105 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2017;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2017 ou après cette date.

Débiteures échangeables

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débiteures échangeables subordonnées de premier rang (les débiteures échangeables) échéant le 30 novembre 2022.

Les intérêts sur les débiteures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en espèces, ou au taux de 12 % par année, pour la période d'intérêt applicable, si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débiteures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débiteures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débiteures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année.

Au 31 mars 2016, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débiteures échangeables.

Option d'échange

Les débiteures échangeables sont échangeables au gré du détenteur contre de nouvelles actions ordinaires, en tout temps, à un prix d'échange par action ordinaire de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées.

Rachat optionnel

La Société peut, en tout temps à partir de la date à laquelle la totalité des billets garantis de premier rang ont été intégralement remboursés, racheter la totalité ou une partie des débetures échangeables à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2021 ou après cette date.

NOTATIONS

DBRS LIMITED	STANDARD & POOR'S RATING SERVICES
B/cote de l'émetteur – tendance positive	B/cote de la Société – perspective stable
B (élevée)/cote des billets garantis de premier rang	BB-/cote des billets garantis de premier rang
CCC (élevée)/cote des débetures échangeables	CCC+/cote des débetures échangeables

Liquidité

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités pour financer ses dépenses d'investissement, ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, notamment les rachats obligatoires de billets garantis de premier rang. Au 9 mai 2016, la trésorerie de la Société se chiffrait à environ 27,4 M\$ et un montant de 42,4 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

Options

Le 20 décembre 2012, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital de Pages Jaunes, un nouveau régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») a été adopté. Le régime d'options sur actions vise à attirer et à conserver certains employés (les « participants ») de Pages Jaunes qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise, à offrir un incitatif significatif à la direction pour guider Pages Jaunes pendant la transition et la transformation de ses activités ainsi qu'à mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Un nombre maximal de 1 290 612 options sur actions peut être attribué en vertu du régime d'options sur actions.

Les options sur actions arrivent à échéance sept ans environ après la date d'attribution et les participants doivent détenir 25 % des actions ordinaires reçues dans le cadre de l'exercice des options sur actions jusqu'à ce qu'ils respectent les lignes directrices relatives à la propriété qui s'appliquent à leurs postes respectifs.

Données sur les actions**DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION**

	Au 10 mai 2016	Au 31 mars 2016	Au 31 décembre 2015
Actions ordinaires en circulation	28 075 294	28 075 294	28 063 919
Débetures échangeables en circulation ¹	5 624 422	5 624 422	5 624 422
Bons de souscription d'actions ordinaires en circulation	2 995 498	2 995 498	2 995 498
Options sur actions en cours ²	763 275	763 275	522 950

¹ Au 10 mai 2016, le montant en capital des débetures échangeables de Pages Jaunes en circulation s'élevait à 107,1 M\$. Ce montant peut être échangé contre 5 624 422 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée à un prix d'échange de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées, conformément à l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables.

² Le solde des options sur actions en cours de 763 275 au 10 mai 2016 et au 31 mars 2016 comprend 180 250 options sur actions pouvant être exercées à ces dates. Le solde des options sur actions en cours de 522 950 au 31 décembre 2015 comprend 78 000 options sur actions pouvant être exercées à cette date.

PROVENANCE ET UTILISATION DES FLUX DE TRÉSORERIE

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2016	2015
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	39 679 \$	71 271 \$
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	(15 431)	(8 437)
	24 248 \$	62 834 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		
Ajouts aux immobilisations incorporelles	(15 070) \$	(15 681) \$
Ajouts aux immobilisations corporelles	(355)	(2 261)
Acquisition d'entreprise	(35 271)	—
	(50 696) \$	(17 942) \$
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		
Achat d'actions restreintes	(5 786) \$	(5 775) \$
Remboursement sur la dette à long terme	(80)	(101)
Émission d'actions ordinaires à l'exercice d'options sur actions	115	230
	(5 751) \$	(5 646) \$

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation**Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation**

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 31,6 M\$, passant de 71,3 M\$ pour le premier trimestre de 2015 à 39,7 M\$ pour la période correspondante de 2016. Les flux de trésorerie provenant de l'impôt sur le résultat ont représenté une sortie de trésorerie de 1,9 M\$ au premier trimestre de 2016, comparativement à un montant net d'impôt sur le résultat de 25,6 M\$ reçu au premier trimestre de 2015 en raison d'un règlement fiscal couvrant des exercices antérieurs. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation du premier trimestre de 2016 ont aussi subi l'incidence de la diminution du BAIIA ajusté en trésorerie de 7,9 M\$.

Variation des actifs et des passifs d'exploitation

La variation des actifs et des passifs d'exploitation pour le premier trimestre de 2016 a donné lieu à une sortie de 15,4 M\$ comparativement à une sortie de 8,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les sorties de trésorerie pour les premiers trimestres de 2015 et 2016 s'expliquent principalement par les paiements au titre de la rémunération variable.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 50,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2016, comparativement à 17,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours du premier trimestre de 2016, nous avons investi un montant de 15,1 M\$ et de 0,4 M\$, respectivement, dans le développement de logiciels et dans le matériel de systèmes d'information et de technologies de l'information, comparativement à 15,7 M\$ et à 2,3 M\$, respectivement, au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Les dépenses d'investissement engagées au cours des premiers trimestres de 2015 et de 2016 sont liées aux investissements nécessaires pour maintenir l'intégrité de notre infrastructure et à l'élaboration et à la mise en œuvre de nouvelles technologies et de nouveaux logiciels visant à accélérer notre transformation en vue de devenir un chef de file du numérique local au Canada. Le 17 mars 2016, nous avons acquis l'actif net de JUICE pour un prix d'achat de 35,3 M\$.

Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont établis à 5,8 M\$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2016, comparativement à 5,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours des premiers trimestres de 2016 et de 2015, nous avons acheté des actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée sur le marché libre afin de financer le régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance à un coût de 5,8 M\$. Au cours des premiers trimestres de 2016 et de 2015, 11 375 et 22 750 options sur actions, respectivement, ont été exercées pour un produit en trésorerie de 0,1 M\$ et de 0,2 M\$, respectivement.

Le total des dépenses d'investissement, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail, pour 2016, devrait se chiffrer à 60 M\$.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES INSTRUMENTS

(Se reporter à la note 22 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014.)

Les instruments financiers de la Société comprennent essentiellement la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, les fournisseurs et autres créditeurs, la dette à long terme et les débentures échangeables.

Instruments dérivés

Les dérivés incorporés n'avaient aucune valeur comptable au 31 mars 2016. La valeur comptable est établie au moyen des flux de trésorerie actualisés en fonction des taux du marché en vigueur à la clôture du trimestre, comme il est d'usage dans le secteur.

4. FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2016	2015
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	24 248 \$	62 834 \$
Dépenses d'investissement, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail	15 425	17 942
Flux de trésorerie disponibles	8 823 \$	44 892 \$

5. HYPOTHÈSES CRITIQUES

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément aux IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs de même que sur les montants des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Nos hypothèses et estimations comptables critiques n'ont pas changé depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014. Ces hypothèses et estimations critiques portent sur les immobilisations incorporelles, le goodwill, les immobilisations corporelles, les avantages futurs du personnel et l'impôt sur le résultat. Se reporter à la section 5, « Hypothèses critiques », de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014.

NORMES COMPTABLES

Les normes révisées suivantes sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, et leur adoption n'a pas eu d'incidence sur les montants présentés dans nos états financiers consolidés intermédiaires résumés, mais pourrait avoir une incidence sur la comptabilisation de transactions ou d'arrangements futurs :

Modifications d'IAS 16, *Immobilisations corporelles*, et d'IAS 38, *Immobilisations incorporelles* : *Éclaircissement sur les modes d'amortissement acceptables*

En mai 2014, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié le document Modifications d'International Accounting Standard (« IAS ») 16, *Immobilisations corporelles*, et d'IAS 38, *Immobilisations incorporelles* : *Éclaircissement sur les modes d'amortissement acceptables*, afin de préciser que l'utilisation de modes d'amortissement fondé sur les produits pour calculer l'amortissement des immobilisations corporelles n'est pas appropriée, puisque les produits générés par une activité qui inclut l'utilisation d'un actif reflètent généralement des facteurs autres que la consommation des avantages économiques intrinsèques de l'actif connexe. L'IASB précise aussi que les produits ne constituent pas, de façon générale, une base appropriée pour évaluer la consommation des avantages économiques intrinsèques d'une immobilisation incorporelle. Cette présomption peut toutefois être réfutée dans certaines rares circonstances. Ces modifications doivent être appliquées de manière prospective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

IAS 1, *Présentation des états financiers*

En décembre 2014, l'IASB a publié des modifications à IAS 1, *Présentation des états financiers*, dans le cadre de son initiative visant à améliorer les exigences en matière de présentation et d'informations à fournir dans les rapports financiers. Les modifications à IAS 1 clarifient les exigences actuelles en matière de présentation et d'informations à fournir quant à l'importance relative, les sous-totaux et la ventilation. Les modifications fournissent également des indications supplémentaires sur l'application du jugement professionnel aux exigences en matière d'informations à fournir lors de la préparation des notes complémentaires.

Certaines nouvelles normes, interprétations et certaines nouvelles modifications à des normes existantes ont été publiées et sont obligatoires pour les périodes comptables de Pages Jaunes Limitée ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2017. Les nouvelles normes que Pages Jaunes Limitée juge pertinentes pour ses activités sont les suivantes :

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Cette nouvelle norme énonce un modèle global unique que les sociétés doivent utiliser pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Elle remplace les normes actuelles de l'IASB sur la comptabilisation des produits, notamment IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et les interprétations connexes. Selon le principe de base d'IFRS 15, les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés au montant qui correspond à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange des biens ou services, selon les cinq étapes suivantes :

- Identifier le contrat conclu avec le client;
- Identifier les différentes obligations de prestation prévues au contrat;
- Déterminer le prix de transaction;
- Répartir le prix de transaction entre les différentes obligations de prestation prévues au contrat;
- Comptabiliser les produits des activités ordinaires lorsque l'entité a rempli (ou à mesure qu'elle remplit) une obligation de prestation.

La nouvelle norme fournit également des directives sur la comptabilisation des coûts d'un contrat ainsi que sur l'évaluation et la comptabilisation des profits et des pertes découlant de la vente de certains actifs non financiers. Des informations supplémentaires devront également être fournies en vertu de cette nouvelle norme qui s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Une application anticipée est permise. En ce qui a trait aux montants comparatifs, les sociétés peuvent choisir entre l'application rétrospective complète ou une approche rétrospective modifiée énoncée dans la nouvelle norme.

Le 12 avril 2016, l'IASB a publié la version définitive des modifications à la norme IFRS 15. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'adoption anticipée est permise. Les modifications ne changent pas les principes sous-jacents de la norme, mais elles viennent clarifier la façon dont les principes devraient être appliqués.

Pages Jaunes Limitée continue d'évaluer l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés.

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace les exigences d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, pour le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers. La nouvelle norme présente une approche unique pour le classement et l'évaluation des instruments financiers fondée sur les caractéristiques des flux de trésorerie et le modèle économique dans lequel l'actif est détenu. Cette approche unique axée sur des principes remplace les exigences actuelles fondées sur des règles et donne lieu à un modèle de dépréciation unique pour tous les instruments financiers. IFRS 9 modifie également le modèle de comptabilité de couverture afin de tenir compte des pratiques en matière de gestion des risques d'une entité.

Des informations supplémentaires devront également être fournies en vertu de cette nouvelle norme. La nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'adoption anticipée est permise. Pages Jaunes Limitée continue d'évaluer l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*. Cette norme remplace la norme actuelle de l'IASB sur les contrats de location, IAS 17, qui exigeait des bailleurs et des preneurs qu'ils classent leurs contrats de location en tant que contrats de location-financement ou contrats de location simple et qu'ils comptabilisent de manière différente ces deux types de contrats de location. Elle n'exigeait pas des preneurs qu'ils comptabilisent les actifs et les passifs découlant des contrats de location simple. Ces derniers devaient toutefois comptabiliser les actifs et les passifs découlant des contrats de location-financement.

IFRS 16 établit les principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats de location, de même que les informations à fournir sur ces derniers. Elle présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur et exige de ce dernier qu'il comptabilise les actifs et les passifs pour tous les contrats de location dont la durée est de plus de douze mois et pour lesquels l'actif sous-jacent n'a pas une faible valeur. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif lié au droit d'utilisation en ce qui concerne son droit d'utilisation de l'actif loué sous-jacent et une obligation locative en ce qui concerne son obligation d'effectuer les paiements au titre de la location.

IFRS 16 présente des exigences en matière d'informations à fournir par le preneur et le bailleur. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'application anticipée est permise pour les sociétés qui appliquent IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, à la date de première application d'IFRS 16 ou avant cette date. Pages Jaunes Limitée continue d'évaluer l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Modifications apportées à IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*. Les modifications visent à améliorer les informations communiquées aux utilisateurs des états financiers sur les activités de financement d'une entité, y compris les variations découlant des flux de trésorerie liés aux activités de financement, les variations découlant de l'obtention ou de la perte de contrôle de filiales ou d'autres entreprises, l'incidence des variations des taux de change et les variations de la juste valeur. Elles entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017 et seront appliquées de manière prospective. L'adoption anticipée est permise. Pages Jaunes Limitée continue d'évaluer l'incidence que cette norme aura sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés.

6. RISQUES ET INCERTITUDES

Se reporter à la section « Risques et incertitudes » de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014 et à notre notice annuelle datée du 24 mars 2016 pour obtenir une description complète des facteurs de risque auxquels la Société pourrait être exposée, notamment « Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société et avoir une incidence défavorable importante sur cette dernière, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits numériques et nouveaux médias pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « L'incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière ».

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de PJ. Le Conseil exige que nos cadres supérieurs identifient et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités d'exploitation. Afin de comprendre et de gérer les risques de PJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction analysent les risques selon trois grandes catégories :

1. Les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. Les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. Les risques d'exploitation – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

PJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels elle pourrait être exposée. Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux. Nos risques et incertitudes sont demeurés inchangés depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014. Pour plus d'information, se reporter à la partie correspondante de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014.

7. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

À titre de société ouverte, nous devons prendre toutes les mesures nécessaires pour nous assurer que l'information significative concernant nos rapports présentés ou déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières donne une image fidèle de l'information financière de PJ. Cette responsabilité incombe à la direction, notamment le président et chef de la direction et le chef de la direction financière. La direction est responsable de l'établissement des contrôles et procédures de communication de l'information, de leur maintien et de leur évaluation ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

L'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information (selon les modalités du Règlement 52-109) a été effectuée sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. Ces derniers ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 31 mars 2016.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (selon les modalités du Règlement 52-109) ont été évaluées sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. À la suite de ces évaluations, ces derniers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace au 31 mars 2016.

Au cours du trimestre ouvert le 1^{er} janvier 2016 et clos le 31 mars 2016, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucun changement qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.